



HAL
open science

La lutte conte la radicalisation. Interroger le nouveau paradigme sécuritaire du développement

Gilles Holder, Fodié Tandjigora

► **To cite this version:**

Gilles Holder, Fodié Tandjigora. La lutte conte la radicalisation. Interroger le nouveau paradigme sécuritaire du développement. Les Cahiers de MaCoTer, 2020, 1 (1). hal-03156950

HAL Id: hal-03156950

<https://hal.science/hal-03156950v1>

Submitted on 25 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La lutte contre la radicalisation. Interroger le nouveau paradigme sécuritaire du développement

Gilles HOLDER, anthropologue (CNRS-IRD, IMAF, France)
Fodié TANDJIGORA, sociologue (ULSHB, FSHSE, Mali)

1. « Pas de développement sans sécurité, pas de sécurité sans développement »

Le couple sécurité-développement est une conséquence directe du 11 Septembre 2001, qui a conduit le gouvernement américain à considérer que « *L'Amérique est maintenant moins menacée par les États conquérants que par des États faillis* » (Stratégie de sécurité nationale des États-Unis, 2002, cité par David Chandler 2006 : 39, n° 2).

Parmi les mesures visant à conjurer cette nouvelle menace des États dits faillis, les États-Unis vont financer un programme de recherche américano-canadien qui s'achèvera en 2006, et dans lequel il s'agissait d'analyser « *les incidences politiques de l'approche 3D [...], lors de situations de transition ou d'après-conflit, dans ce qui est présenté comme le "lien sécurité-développement"* » (IRPP, 2006).

Érigée en véritable doctrine, cette approche entend combiner les actions de Défense, de Diplomatie et de Développement – 3D donc – à l'égard de pays soumis à des crises de natures diverses, mais dont on considère qu'elles sont une conséquence majeure de la défaillance des États.

Autrement dit, après les PAS¹ des décennies 1980-2000, qui visaient à réduire de façon drastique le secteur public au profit du secteur privé et maîtriser ainsi l'endettement des États considéré comme la cause structurelle du

1. Programmes d'ajustements structurels.

sous-développement, le développement passe désormais par une stratégie de sécurité globale, ce qu'explicite bien l'intitulé anglo-saxon : « 3D Security » [cf. https://en.wikipedia.org/wiki/3D_security].

L'Union européenne intègre aussitôt le dispositif des 3D et, en 2008, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), un *think tank* européen créé sous la Guerre froide propose un slogan plus littéraire : « *Pas de développement sans sécurité, pas de sécurité sans développement* » (Adam, 2008).

Si l'UE dispose d'outils en termes de *soft power* et fait office de principal financier de l'aide publique au développement (APD), sa défense est quasi nulle et sa diplomatie embryonnaire. Ce faisant, l'approche 3D favorise plutôt l'action bilatérale et, côté français, le ministère de la Défense l'intégrera peu à peu dans le cadre du concept d'« Approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises » (Wendling, 2010).

Mais à ce stade, l'objectif du 3D demeure essentiellement sécuritaire. Aussi, pour compléter (ou humaniser) le dispositif, le versant développementaliste est-il confié, en France, à l'Agence Française de Développement (AFD).

De fait, si l'AFD est une caisse du ministère des Finances dédiée à l'APD, elle est autant l'instrument français du développement des pays du Sud (et prioritairement ceux dits du « champ francophone ») que celui de la diplomatie française. Ainsi, AFD et ministère de la Défense animent-ils désormais de façon complémentaire l'approche 3D en intégrant Défense, Diplomatie et Développement.

Lors de l'Université d'été de la Défense qui s'est déroulée en septembre 2016, le Directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, explicite l'approche 3D :

« Je suis très heureux de l'accent mis pour cette session 2016 des Universités d'Été de la Défense sur le rôle de l'aide publique au développement dans la gestion des crises. Défense, diplomatie et développement (les "3D") doivent agir de manière distincte, complémentaire et coordonnée. À court terme, pas de développement sans sécurité ; à moyen terme, pas de sécurité sans développement. »²

2. Le directeur général de l'AFD s'exprimait dans la rubrique « Notes des partenaires » de l'Université, après les interventions de SAFRAN, Thales, CEA, CNES, Dassault, Engie, Bull, etc., c'est-à-dire les principales industries françaises de l'armement et de l'énergie. [<http://universite-defense-2016.org/fr/2016/le-mot-des-partenaires>]

Partenaire de cette Université d'été de la Défense, le directeur de l'AFD est encore plus précis dans l'édition 2017 :

« L'enjeu est aujourd'hui, plus que jamais, de décloisonner les approches traditionnelles, secteur par secteur, ou pays par pays, et de créer des liens entre militaires et civils dans leurs champs d'activités respectifs. Il s'agit d'assurer un continuum entre défense, diplomatie et développement et d'articuler les temporalités, de la réponse rapide à l'urgence sécuritaire et humanitaire à la mise en place plus longue d'une dynamique de développement durable. C'est l'esprit des Objectifs de développement durable (ODD), souscrits par la communauté internationale à New York, il y a juste un an, et qui introduisent pour la première fois la paix, la justice et le renforcement des institutions (ODD 16) ainsi que la réduction des inégalités au sein des pays (ODD 10) dans les objectifs de la politique de développement. Civils et militaires ont une action distincte mais complémentaire pour agir dans les situations post-conflit, au service de ce nouvel agenda international. » (AFD, 2017)

Ainsi, au « *Pas de développement sans sécurité, pas de sécurité sans développement* » que le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) lançait en 2008, le Directeur de l'AFD répond par un tweet, dix ans plus tard, « *Il faut voir le Sahel en 3D : diplomatie, défense et développement* » (tweet de Rémy Rioux, du 16 août 2017 [https://twitter.com/AFD_France/status/897741058544730113]).

2. « Voir le Sahel en 3D »

Cette vision en 3D n'est évidemment pas cinématographique ; en situant la perspective au Sahel, l'AFD fait ici allusion au G5 Sahel³, révélant combien la question de développement est désormais fortement arrimée à celle de la sécurité, au point de se demander ce qui est visé *in fine* : le développement ou la sécurité ?

3. Force conjointe du Sahel regroupant le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso.

Car dans l'approche 3D de l'AFD, le Sahel n'est plus tout à fait cette région marquée par les grandes sécheresses, la désertification, la famine et la pauvreté sujettes à l'exercice d'une bienfaisance internationale.

Le Sahel de l'AFD et des bailleurs du développement c'est désormais 3 millions de km² où le contrôle des frontières étatiques est inapplicable, une région propice aux trafiquants en tout genre, aux migrants et aux groupes armés qualifiés de bandits, de terroristes, de djihadistes.

Si les promesses de milliards d'Euros se multiplient, notamment à partir de 2013 en faveur du Mali⁴, pour l'AFD et les bailleurs, ce Sahel-là est en réalité non développable, sinon irrécupérable : enclavement et faible densité de population ; situation excentrée vis-à-vis des capitales économiques ; circulation des hommes et des biens non maîtrisable ; économie de trafics ; velléités indépendantistes ; violences multiples ; et extension du domaine de la charia.

Ce Sahel-là est un espace qui cumule à lui seul tous les maux de l'Afrique postcoloniale, à l'encontre desquels se sont constituées des insurrections protéiformes et des violences de nature multiple fondées sur des idéologies radicales.

Pour l'AFD et les bailleurs, ce Sahel-là c'est en quelque sorte un espace « contre l'État », pour reprendre ici Pierre Clastres, un État qui, même failli, fragile ou fictif, même corrompu, inefficace et sous perfusion, aurait permis de déployer des programmes de développement.

De ce point de vue, le « Sahel en 3D » est bien plutôt un *no man's land*, un territoire perdu du développement, que l'on appréhende plus désormais qu'en une seule dimension : celle du sécuritaire, de la lutte contre le terrorisme d'un point de vue global et de celle contre la radicalisation d'un point de vue individuel.

C'est cette dernière dimension qu'on se propose d'examiner ici, en s'interrogeant non pas sur la radicalisation en tant que telle, mais sur l'articulation présentée comme évidente entre sécurité et développement, où la lutte contre la radicalisation est révélateur de l'ambiguïté d'un tel dispositif.

4. La Conférence des donateurs pour le développement du Mali, qui s'est tenue à Bruxelles le 15 mai 2013, promettra 3,25 milliards d'euros pour les deux ans à venir. Ce fonds sera difficilement rassemblé et encore plus difficilement décaissé, mais cela n'empêchera pas de promettre à nouveau 3,4 milliards d'euros en octobre 2015 ; lire le blog de Joseph Brunet-Jailly, « 3,4 milliards d'euros pour quoi faire ? », *Médiapart*, 18 janvier 2016. [<https://blogs.mediapart.fr/joseph-brunet-jailly/blog/180116/34-milliards-deuros-pour-quoi-faire>]

3. La radicalisation : un mot nouveau pour un problème ancien

Avant la crise de 2012, le mot radicalisation était quasi absent des discours politiques et de la rhétorique sur l'islam au Mali. Il s'est imposé en 2012, dans un contexte de crise nationale impliquant à la fois l'effondrement brutal de l'État, les groupes indépendantistes armés et les mouvements djihadistes.

Le contexte joue évidemment un rôle important dans l'irruption du mot radicalisation et, du reste, en France, « la fréquence de son traitement médiatique est multipliée par 4 à partir de 2011 » (Blanchet, 2016).

Au Mali, ni l'attaque du 11-Septembre, ni la présence d'AQMI au Nord depuis 2006, n'auront conduit à l'usage du terme radicalisation. C'est avec le conflit de 2012, où les groupes armés se réclamant du djihad sont de nationalité malienne et non plus des « étrangers », que le thème de la radicalisation apparaît, en marge de celui de djihadisme.

C'est en effet la dimension identitaire – Comment un Malien peut-il être djihadiste dans son propre pays ? – et personnelle – Comment nos enfants peuvent-ils être djihadistes ? – qui vont amener l'opinion publique malienne à intégrer la notion de radicalisation.

La prise de conscience de la société malienne, nourrie des discours lénifiants diffusés par les médias internationaux et nationaux, repris à l'envi par la classe politique sur « l'islam malien », est brutale.

On peut citer ici l'article paru sur le site de Wikipédia, qui est un résumé significatif de ce discours :

« L'islam pratiqué dans le pays est relativement tolérant. Les femmes participent à l'activité politique et économique, et ne portent pas le voile. *L'islam malien* est mêlé d'éléments des religions traditionnelles animistes, comme la vénération des ancêtres. Ces éléments traditionnels ancestraux font plutôt bon ménage avec le système démocratique, dans la mesure où ils incluent des notions de tolérance, de pluralisme, de séparation des pouvoirs. »⁵

Ce qui est qualifié « d'islam malien », souligné par nous, serait donc apolitique, tolérant, gardien des valeurs et de la culture du pays et, surtout,

5. *Wikipédia*, article « Islam au Mali » [En ligne, consulté le 24 septembre 2019 : https://fr.wikipedia.org/wiki/Islam_au_Mali]

non violent. Dès lors, comment comprendre que des Maliens soient devenus djihadistes dans le pays où règne un tel islam ?

De ce point de vue, si le mot radicalisation fait recette, ce n'est pas seulement parce qu'il est omniprésent dans les discours publics. C'est aussi qu'il a en quelque sorte une vertu thérapeutique, en permettant justement de retrancher les entreprises djihadistes de l'« islam malien ».

4. La radicalisation comme maladie épidémique

Et en la matière, une figure va incarner cette déviance sociale et cette perte de soi à la faveur de la crise de 2012 : Iyad ag Ghali.

À travers les éléments choisis et complaisamment diffusés de sa biographie, Iyad ag Ghali, c'est une jeunesse hédoniste faisant peu de cas de la foi ; un intérêt soudain pour les textes saints ; la fréquentation de certaines mosquées ; l'influence des prêcheurs de la Jamâ'at al-Tablîgh, mouvement transnational né en Inde dans les années 1920, qualifié de « secte » et assimilé à un salafisme iconoclaste ; et voici un individu « acquis au fondamentalisme », prêt à s'engager dans le terrorisme.

Pour les Maliens, Iyad ag Ghali, déclaré « terroriste » en février 2013 par le Département d'État américain, est le personnage prototypique d'un opportuniste devenu fanatique, après avoir été membre de la Légion islamique de Kadhafi, puis un des leaders de la rébellion touarègue de 2006, avant d'être conseiller consulaire du Mali à Djeddah (d'où il sera accusé d'accointances avec Al-Qaïda et expulsé) et même négociateur dans l'affaire des otages d'Arlit au nom du gouvernement malien.

Enfant chéri par un pouvoir chassé par le coup d'État de 2012, Iyad ag Ghali devient un traître en prenant les armes contre sa patrie et un monstre en déclenchant un djihad dont la route passera par le massacre d'Aguel'hoc en janvier 2012⁶.

Anti-modèle social, Iyad ag Ghali est le rebelle par excellence – à la fois terroriste et touareg ! – qui est sorti de l'« islam malien » au terme d'un

6. Sept ans après l'assassinat de 153 militaires le 24 janvier 2012, dans la petite ville d'Aguel'hoc (région de Kidal), l'enquête a certes établi la probable responsabilité d'éléments du mouvement djihadiste AQMI appuyés par des combattants du MNLA, sans toutefois identifié les auteurs ; voir l'article : « 5 ans après le massacre d'Aguel-Hoc : l'enquête piétine », *Studio Tamani*, 25 janvier 2017 [<https://www.studiotamani.org/index.php/themes/politique/10365-5-ans-apres-le-massacre-d-aguel-hoc-l-enquete-pietine>]

processus de radicalisation qui l'aura fait passer de l'islamisme au djihadisme, du terrorisme à la barbarie.

La radicalisation devient ici un exutoire sémantique qui va jusqu'à prendre parfois la forme d'une représentation hygiéniste, comme en témoigne un article en ligne à propos de Boko Haram paru en 2015 dans le journal *Librefrique* : « *Si l'on stoppe l'épidémie de la radicalisation, alors on stoppe de façon efficace et efficiente l'action du sujet* ». ⁷

5. Voir la radicalisation en 3D : Défense, Défense et Défense

Les études se multiplient pour dégager les facteurs qui conduisent ces individus jugés « malades » – les jeunes tout spécialement – à s'engager dans des groupes djihadistes : l'absence de repères ; le manque d'instruction ; l'attrait de l'argent facile ; la recherche d'une nouvelle position sociale ; la nature influençable de la jeunesse.

Bien que ces résultats justifient nombre de programmes, on est là dans une causalité qui fait appel à l'opinion, certes souvent consensuelle, plutôt qu'aux faits.

Mais d'autres études mettent aussi l'accent sur des facteurs nettement moins subjectifs : l'absence de services publics de base ; le chômage ; l'iniquité de l'État malien ; le besoin de protection de soi et sa famille ; toute chose qui interpelle effectivement la question du développement et de la responsabilité de l'État.

Dans un article publié en 2017 dans *hypothèse.org*, le chercheur malien Aly Tounkara (2017) souligne :

« L'accès à la gouvernance locale et les droits coutumiers peuvent constituer des véritables facteurs d'engagement des acteurs dans les groupes extrémistes violents. Beaucoup d'enquêtés rencontrés disent avoir vu et écouté les prêches de Kouffa⁸ à travers des cassettes ou dans

7. Louis-Marie Kakdeu, « Lutte contre Boko Haram : stopper la radicalisation », *Libre Afrique*, 5 janvier 2015 [En ligne consulté le 24 septembre 2019 : <http://www.librefrique.org/kakdeu-bokoharam-cameroun-050115>]

8. Amadou Kouffa, ou plus exactement Hamadoun Sangaré alias Koufa, est un prédicateur peul qui a fondé en 2015 le Front de Libération du Macina (FLM) en prenant modèle sur l'État islamique issu du *djihad* de Seeku Amadu dans la région du Maasina au début du XIX^e siècle. Le FLM devint par la suite Katiba Masina, après avoir prêté allégeance au mouvement Ansâr ed-Din de Iyad ag Ghaly.

des mosquées. Dans ses prêches, il remettait en cause l'organisation sociale existante, dénonçait les tares de l'État dans la distribution des services sociaux de base (éducation, eau, santé) et inciter les fidèles à s'affranchir du joug de l'oppression de la chefferie traditionnelle. »

Cette lecture de l'engagement dans des groupes radicaux révèle comment la violence des uns peut aussi être engendrée par la violence des autres, violence d'une gouvernance injuste et souvent non effective, qui interpelle à la fois les politiques publiques de développement et les réponses sécuritaires de l'État malien face à l'engagement radical.

Du reste, l'engagement ou le recrutement n'est bien souvent qu'une conséquence triviale du besoin de sécurité des individus et des familles les plus précaires, bien loin des prescriptions religieuses, idéologiques ou d'émancipation. C'est ce dont témoigne la remarquable enquête menée par l'Institut for Security Studies, qui s'intitule précisément « Mali Young 'jihadists'. Fuelled by faith or circumstance » (2016).

Il n'est évidemment pas question de minimiser ici la violence et les attentats des groupes djihadistes et indépendantistes, ni de condamner les mesures que prend l'État pour assurer la sécurité des populations, quand bien même le phénomène implique une infime minorité d'individus.

De fait, en 2012 – l'année la plus critique –, le nombre de djihadistes était estimé à 5 000 à 6 000 personnes, dont un millier de combattants, tandis qu'en 2016, côté rébellion, tous les mouvements armés anti- et pro-gouvernementaux réunis comptaient entre 6 000 et 7 000 personnes.

En retenant les chiffres les plus élevés, le nombre total d'individus engagés dans l'action violente atteindrait ainsi quelque 13 000 personnes, soit 0,07 % de la population malienne.

Certes, les chiffres et les pourcentages ne sont pas significatifs en la matière – l'essentiel demeure la menace exercée et le sentiment d'insécurité que ces groupes entretiennent par leurs actions – et l'État est dans son rôle lorsqu'il assure la sécurité des populations. Toutefois, assurer la sécurité et déployer une politique sécuritaire, ce n'est pas tout à fait la même chose.

Faute d'avoir les moyens de lutter véritablement contre les groupes armés, l'État et ses partenaires entendent lutter contre la radicalisation. Faute d'assumer un mal-développement du pays, l'État et ses bailleurs, qui n'ont jamais cessé de le financer, préfèrent montrer leurs muscles, instaurer un état d'urgence qui renvoie l'État de droit aux calendes grecques, mettre en place des *check-points* et présider un G5 Sahel. Faute de s'interroger sur la violence

sociale, économique, psychologique et parfois physique qu'ils engendrent, l'État malien et ses alliés se relégitiment par le sécuritaire, tandis que le développement reste en suspens.

Défense, Défense et Défense, la vision en 3D portée sur le Sahel, c'est le sécuritaire plutôt que la protection, la répression plutôt que l'éducation, la police plutôt que la justice. Quant au développement, il a attendu 50 ans, il peut bien attendre encore quelques années...

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Adam, B., 2008, « Pas de développement sans sécurité, ni de sécurité sans développement », Note d'analyse du GRIP, 14 avril 2008 [En ligne, consulté le 1^{er} octobre 2017, <http://archive2.grip.org/bdg/pdf/g0921.pdf>]

Chandler, D., 2012 « Comment le *state-building* affaiblit les États », *Alternatives Sud*, vol. 19, p. 23-36 [1^{re} éd. en anglais : 2005] [En ligne, consulté le 1^{er} octobre 2017 : <http://www.cetri.be/IMG/pdf/chandler.pdf>]

Institut for Security Studies, 2016, “Mali’s young ‘jihadists’ Fuelled by faith or circumstance ?”, *Policy Brief 89*, août [En ligne, consulté le 1^{er} octobre 2017 : <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/policy-brief89-eng-v2.pdf>]

IRPP, 2006, « Défense, Diplomatie et Développement », Site Web de l'Institut de Recherche en Politiques Publiques, Montréal (Canada) [En ligne, consulté le 1^{er} octobre 2017, <http://irpp.org/fr/research/defence-diplomacy-and-development/>]

Rioux, R., 2017, « Le continuum défense-développement, essentiel pour rétablir durablement la paix », Université d'été de la Défense, Toulon, 4 et 5 septembre 2017 [En ligne, http://universite-defense-2016.org/fr/system/files/mars_xiv_pp_afd_5.pdf]

Toukara, A., 2017, « Radicalisation. Hiérarchisation ethnique et extrémisme violent au centre du Mali : vers une nouvelle rébellion dans

un contexte d'insécurité généralisée », *hypothèse.org* [En ligne : <https://cdradical.hypotheses.org/date/2017/07>]

Wendling, C., 2010, « L'Approche globale dans la gestion des civilo-militaires des crises. Analyse critique et prospective du concept », *Cahiers de l'IRSEM*, n° 6, novembre [En ligne, consulté le 1^{er} octobre 2017 : <http://www.defense.gouv.fr/content/download/153056/1551029/file/Cahier%20n°6%20Approche%20globale.pdf>]